



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES











N°25OCC05G

**GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA
FOURNITURE DE CARTES ACCREDITIVES MULTI-
ENSEIGNES DE CARBURANTS A LA POMPE, ET
SERVICES ASSOCIES, POUR LES VEHICULES DES CCI
DE LA REGION OCCITANIE**

Coordonnateur

**Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie
CCI Occitanie
5 Rue DIEUDONNE COSTES
BP 80032
31701 BLAGNAC CEDEX**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Groupement de commande pour la fourniture de cartes accréditatives multi-enseignes pour la fourniture de carburants à la pompe, et services associés, pour les véhicules des CCI de la région d'Occitanie
	Type de contrat	Accord-cadre à bon de commande
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5 – Développement durable	6
1.6 - Dispositif de vigilance	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	7
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4.1 - Protection des données à caractère personnel.....	7
5- Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	7
5.2 - Durée du contrat.....	7
5.3 - Reconduction.....	7
5.4 – Délai d'exécution	7
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
7 - Garanties Financières.....	9
8 - Avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
Récapitulatif des éléments à envoyer à chaque membre du groupement de commande :	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
10 – Condition d'exécution des prestations.....	10
10 - Constatation de l'exécution des prestations	13
10.1 - Vérifications.....	13
10.2 - Décision après vérification.....	13
11 - Pénalités	14
11.1 - Pénalités de retard	14
11.2 – Autres pénalités	14
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé	14
14 - Clause de réexamen	15
15 - Résiliation du contrat	15
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	15
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
16 - Règlement des litiges et langues	16
17 - Clauses complémentaires.....	16
17.1 - Circonstances imprévisibles.....	16
18 - Dérogations.....	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Groupement de commande pour la fourniture de cartes accréditives multi-enseignes et services associés, pour les véhicules des CCI de la région d'Occitanie.

La présente consultation porte sur la fourniture de cartes multi-enseignes pour l'approvisionnement en carburants à la pompe, en recharges électriques sur des infrastructures de recharges électriques et l'achat de divers services (péages, parking, et lavage) destinés aux véhicules des membres du groupement.

Le contrat s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes avec les organismes suivants : la CCI de l'Ariège, la CCI du Gard, la CCI Toulouse Haute-Garonne, la CCI Hérault, la CCI du Lot, la CCI Lozère, la CCI des Hautes-Pyrénées, la CCI Pyrénées-Orientales, la CCI du Tarn, la CCI du Tarn et Garonne, et la CCIR Occitanie.

Le coordonnateur du groupement est la CCIR Occitanie. Il a en charge la passation, la signature et la notification du groupement. Chaque membre du groupement doit suivre l'exécution du contrat.

Définitions

Coordonnateur : le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché/accord-cadre et suivi : avenants, révisions tarifs, dénonciation, litiges.

Membre du groupement : le Pouvoir Adjudicateur de chaque CCI adhérente au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché/accord-cadre par l'émission de bons de commande et procède au règlement des factures.

Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande : désigne le Pouvoir Adjudicateur du coordonnateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché ou accord-cadre avec son titulaire (la CCI Occitanie).

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre

Le présent accord-cadre concerne les recharges électriques ainsi que la fourniture à la pompe (en station-service) par cartes des carburants suivants, au minimum :

Tous diésels

- BT 10 : diesel standard
- BT 7, diésel comprenant 10 % biocarburant,

Essence

- E10 : ex SP95
- E5 : ex SP95 -SP 98
- E 85 : Super Ethanol
- GPL

Les services associés comprennent :

- Le lavage de véhicules dans le réseau de stations-services du titulaire ;
- Le paiement de parking ou l'association à un badge le permettant ;
- Le paiement de péages autoroutiers ou l'association à un badge le permettant ;

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les commandes passées via chaque carte de paiement feront foi et auront valeur contractuelle. Ainsi, la carte présentée en règlement du carburant fourni, des recharges électriques effectuées, validée par code confidentiel, tiendra lieu de bon de commande.

Lieu(x) d'exécution : Ensemble du territoire national

Le contrat s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes avec les organismes suivants :

LISTES DES MEMBRES	ADRESSES POSTALES
CCI de l'Ariège	21, Cours Gabriel Fauré, - 09000 Foix
CCIT du Gard	111 Chemin de la Tour de l'Evêque – 30900 Nîmes
CCI de Toulouse Haute Garonne	2, Rue d'Alsace Lorraine - 31000 Toulouse
CCI de l'Hérault	Avenue Jacqueline auriol - 34137 Mauguio
CCI du Lot	107, Quai Eugène Cavaignac - 46000 Cahors
CCI Lozère	18, Boulevard du Soubeyran - 48002 Mende
CCI des Hautes-Pyrénées	Boulevard du Président Kennedy - 65000 Tarbes
CCI Pyrénées Orientales	Quai de Lattre de Tassigny 66020 Perpignan cédex
CCI du Tarn	40, Allées Alphonse Juin - 81100 Castres
CCI du Tarn et Garonne	53, Avenue Gambetta - 82000 Montauban
CCI Occitanie -siège	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 Blagnac cédex Site Pérois: 99 impasse Adam Smith- Bâtiment B-CS 8100- 34 477 Pérois Cédex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum annuel de 400 000,00 TTC est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

A titre indicatif et non contractuel les quantités ou valeurs annuelles la consommation annuelle de carburants, le nombre de cartes déployées et de badges pour l'année 2024 :

Membre du groupement :	Nombre de litre Gazole (par an)	Nombre de litre SP 98,95 E10 (par an)	AdBlue	Nombre de cartes de paiement	Nombre de badges
CCI ARIEGE (09)	398,00	705,00	0	8	8
CCI GARD (30)	10 947,83	4 108,45	91,31	21	17
CCI HAUTE GARONNE (31)	0	1 753,57	0	2	2
CCI HERAULT (34)	1 996	13 918	0	22	19
CCI LOT (46)	4 811,39	0	0	6	6
CCI LOZERE (48)	1 750,00	3 000,00	0	4	4
CCI HAUTES-PYRENEES (65)	805,31	4 152,05	0	6	4
CCI PYRENEES-ORIENTALES (66)	3 864,24	7 604,48	0	18	0
CCI TARN ET GARONNE (82)	3 749,39	2 710,18	0	5	5
CCI TARN (80)	4 006,00	1 187,00	0	5	1
CCI OCCITANIE (31)	7 736,00	18 618,87	0	21	18
Total	39 664,11 L	60 569,60 L	91,31 L	118	84

Le nombre de cartes qui sera commandé pourra évoluer à la hausse ou à la baisse.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Chaque membre du groupement de commande émettra ses propres bons de commande.

La modalité d'exécution de chaque bon de commande est indiquée sur celui-ci.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le service émetteur ;
- La désignation des prestations et les quantités commandées (cartes et contenu)
- Le prix unitaires des prestations commandées par rapport au B.P.U. ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- Les délais d'exécution ;
- L'adresse de facturation ;
- Le montant de la commande en euros HT et TTC.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, les commandes sont effectuées par l'intermédiaire d'une carte de paiement, fournie par le titulaire de l'accord-cadre. Chaque fois que de besoin, pendant la durée du marché, le conducteur d'un véhicule se présentera auprès de l'un des titulaires avec sa carte afin de se fournir en carburant, recharge électrique et autres services associés (notamment lavage). Les commandes passées via chaque carte feront foi et auront valeur contractuelle. Ainsi, la carte présentée en règlement (du carburant, recharge électrique ou service fourni), validée par code confidentiel, tiendra lieu de bon de commande.

1.5 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les préconisations de la Direction générale de l'Energie et du Climat sont uniquement d'ordre « technique » (seule la composition de ces carburants est surveillée afin de répondre aux exigences environnementales de réduction des gaz à effet de serre notamment). Chaque produit devra correspondre aux spécifications auxquelles doivent répondre les produits pétroliers livrés par les raffineries françaises édités par la chambre syndicale du raffinage du pétrole (CSR 032 en vigueur et à jour de ses amendements au moment de la prise de carburant).

1.6 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante: <https://declarants.e-attestations.com>

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Intervenants

3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désignera un ou plusieurs référents techniques par CCI, ces derniers seront directement en contact avec l'interlocuteur unique du titulaire. Ces référents techniques auront des codes d'accès pour la gestion de toutes les cartes. Voir tableau au point 10.4.1.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.1 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5- Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 25/07/2025.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.4 – Délai d'exécution

Les cartes paiement paramétrées devront être livrées dans les **15 (quinze) jours calendaires à compter de la réception de la demande de paramétrage par le titulaire.**

- En cas de détérioration ou de dysfonctionnement des cartes, le fournisseur disposera d'un délai de 10 (dix) jours à compter de la demande de chaque membre du groupement de commande concerné, pour procéder à leur remplacement et fournir les codes confidentiels correspondants.

- D'autres cartes pourront être mises à disposition en cours d'exécution. Elles devront être livrées dans les **3 (trois) jours à compter de la demande de délivrance**.

En cas de non-respect de ce délai d'exécution, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix des fournitures résulte de l'application du prix à la pompe ou à la borne de recharge correspondant au jour d'enlèvement de carburant / de recharge électrique.

Pour les services de télépéages, lavage et parking, les tarifs des concessionnaires s'appliquent au jour d'utilisation du service.

Les prix incluent toutes les charges fiscales (hors TVA) et autres frappant obligatoirement les fournitures et les prestations, les frais de facturation, les frais de contribution écologique, d'emballage, de transport et de livraison.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mai 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Compte tenu de la variation du cours des matières premières, au cours de l'exécution du marché, les prix unitaires du marché sont ajustables par référence au barème du distributeur.

Carburant, recharges électriques et service de lavage

Les prix pratiqués pour le carburant sont ajustables pendant toute la durée du marché en fonction de la variation des tarifs des fournisseurs (en hausse comme à la baisse). En cas de variation de ceux-ci, les nouveaux prix s'appliquent de plein droit à la date de prise de carburant ou de recharge électrique. Ils ne devront en aucun cas être supérieurs à ceux pratiqués à l'ensemble de la clientèle pour des prestations identiques.

Cartes de paiement et frais de gestion :

Les frais relatifs aux cartes ainsi qu'aux frais de gestion sont ajustables annuellement, par référence au tarif du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur mettant à jour le Bordereau des prix unitaires, avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement (soit la date d'anniversaire de la notification du marché). Il devra transmettre un bordereau des prix unitaires mis à jour au format papier en courrier à l'adresse suivante : CCI Occitanie Service des Achats-Marchés Publics, 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 Blagnac cédex.

Le bordereau devra par ailleurs être adressé par courriel en format Excel, le courriel sera précisé ultérieurement.

Dans le mois suivant la réception des nouveaux tarifs, la CCI Occitanie transmettra son acceptation ou son refus pour l'application de la nouvelle base tarifaire.

Son silence vaudra acceptation tacite du nouveau Bordereau des prix unitaires.

Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas le bordereau des prix unitaires ajusté dans le délai prévu ci-dessus, les prix de la précédente période d'exécution seront reconduits automatiquement.

Services de péages autoroutiers et parking :

Les prix pratiqués pour les péages autoroutiers et les parkings sont ajustables pendant toute la durée du marché en fonction de la variation des tarifs des concessionnaires. Les tarifs des concessionnaires s'appliquent au jour d'utilisation du service.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les demandes de paiement seront établies par site et devront parvenir aux adresses indiquées ci-dessous :

LISTES DES MEMBRES	ADRESSES DE FACTURATION	Identifiant structure publique (SIRET)	Modalités d'envoi de la facture
CCI de l'Ariège	21 Cr Gabriel Fauré, 09 000 FOIX	18090001100016	CHORUS
CCIT du Gard	111 Chemin de la Tour de l'Evêque – 30900 Nîmes	13 022 825 00231	CHORUS
CCI de Toulouse et Haute Garonne	2 Rue d'Alsace Lorraine 31 000 Toulouse	18310002300013	CHORUS
CCI de l'Hérault	Avenue Jacqueline Auriol 34137 Mauguio	13002263500051	CHORUS
CCI du Lot	107 Quai Eugène Cavaignac 46 000 Cahors	18460001300017	CHORUS
CCI Occitanie	5 Rue Dieudonné Coste 31700 Blagnac	13002247800015	CHORUS
CCI la Lozère	18 Boulevard du Soubeyran 48 002 Mende	18480002700015	CHORUS
CCI des Hautes-Pyrénées	Boulevard du Président Kennedy 65000 Tarbes	18650001300054	CHORUS
CCI Pyrénées Orientales	Gare Maritime 66 664 Port Vendres	18660002900018	CHORUS
CCI du Tarn	40 Allées Alphonse Juin 81 100 Castres	13001278400018	CHORUS
CCI du Tarn et Garonne	53 Avenue Gambetta 82 000 Montauban	18820001800045	CHORUS

Récapitulatif des éléments à envoyer à chaque membre du groupement de commande :

<ul style="list-style-type: none"> • Une facture récapitulative mensuelle des tous les retraits de carburant, péages, lavage et parking regroupés par carte 	Début de mois pour tous les retraits de carburants exécutés le mois précédent
<ul style="list-style-type: none"> • Le relevé de tous les prix affichés à la pompe durant la période mensuelle de facturation considérée 	En même temps que la facture

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 – Condition d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

10.1 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10.2 Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.3 Conditions de livraison :

La livraison des fournitures (cartes) s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

10.4 Caractéristiques des cartes :

10.4.1 - Conditions de livraison des cartes :

Après la notification du marché au titulaire, le pouvoir adjudicateur lui communiquera via l'émission d'un bon de commande la quantité de cartes commandée ainsi que les éléments nécessaires à leur paramétrage.

Les cartes ainsi paramétrées devront être livrées dans les **15 (quinze) jours calendaires à compter de la réception de la demande de paramétrage par le titulaire.**

D'autres cartes pourront être mises à disposition en cours d'exécution. Elles devront être livrées dans les **3 (trois) jours à compter de la demande de délivrance.**

La livraison des cartes (initiales, renouvellement, duplicata) se fera à l'adresse suivante :

Adresse de livraison des cartes et nom des référents techniques CCI :

LISTES DES MEMBRES	ADRESSES POSTALES	REFERENTS TECHNIQUES
CCI Occitanie -siège	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 Blagnac cédex Site de Pérols : 99, impasse Adam Smith Bât. B CS 8100 6 34477 Pérols cédex	Cécile BARREAU-MARCELLE c.barreau-macelle@occitanie.cci.fr Elisabeth DURFORT e.durfort@occitanie.cci.fr Jean-François ROMIEU jf.romieu@occitanie.cci.fr
CCI de l'Ariège	21, Cours Gabriel Fauré, - 09000 Foix	Claire NOLF c.nolf@ariege.cci.fr
CCIT du Gard	ZAC esplanade SUD 793 chemin Mas de Vignolles - 30900 Nîmes	Bruno MOLLICONE equipements@gard.cci.fr
CCI des Hautes-Pyrénées	Boulevard du Président Kennedy - 65000 Tarbes	Frédéric LE HOT frederic.lehot@tarbes.cci.fr
CCI de l'Hérault	Avenue Jacqueline aurioi – 34137 Mauguio	Philippe VIGROUX p.vigroux@herault.cci.fr
CCI du Lot	107, Quai Eugène Cavaignac – 46000 Cahors	Stéphane BEAULIEU stephane.beaulieu@lot.cci.fr
CCI Lozère	18, Boulevard du Soubeyran – 48002 Mende	Eric BRUEL e.brue@lozere.cci.fr
CCI Pyrénées Orientales	Quai de Lattre de Tassigny 66020 Perpignan cédex	Romain BERGER r.berger@occitanie.cci.fr
CCI du Tarn	40, Allées Alphonse Juin – 81100 Castres	François CABROL fr.cabrol@tarn.cci.fr
CCI du Tarn et Garonne	53, Avenue Gambetta – 82000 Montauban	Eric BODENS e.bodens@tarn-et-garonne.cci.fr
CCI de Toulouse Haute Garonne	2, Rue d'Alsace Lorraine – 31000 Toulouse	Xavier MATERNE x.materne@toulouse.cci.fr

10.4.2 – Paramétrage des cartes :

- Carte avec code PIN à 4 chiffres et obligatoirement saisie des kilomètres ;
- Paramétrage par le titulaire suite à la notification selon une liste fournie, en amont, par le pouvoir adjudicateur ;
- Possibilité de créer et paramétrer chaque carte individuellement via le site internet du titulaire.
- Affectation de la carte à un unique véhicule ;
- Mise en opposition des cartes (volées ou perdues) par mail ou via l'accès internet du titulaire.
- Possibilité d'utiliser les cartes pour payer des jetons de lavage.
- Possibilité de paramétrer différentes alertes (exemple : mauvaises saisie kilométrique, prises multiples sur 24 heures, etc...)
- Le type de carte de paiement proposé devra au moins permettre un plafond mensuel de prise de carburant déterminé par chaque CCI membre en fonction de l'usage de la carte. Chaque carte donnera donc droit à son utilisateur à un produit donné, des services donnés, à concurrence d'un litrage ou d'une somme pour les carburants et d'une somme pour les services. Le produit ainsi que les quantités autorisées seront différents selon les cartes des CCI membres du groupement.

10.4.3 – Gestion des cartes :

En cas de défectuosité de carte(s), qu'elle qu'en soit la raison, le titulaire s'engage à les remplacer gratuitement.

10.4.4 – Gestion des données :

Possibilité de récupérer les données via le site internet pour les intégrer directement dans nos outils (tableau de bords de gestion de parc) (kilomètres, consommations, litrages, etc...)

L'ensemble des caractéristiques des cartes proposées par le titulaire figureront dans le questionnaire cadre de réponse technique (CRT) qu'il aura complété.

10.5 Conditions d'exécution :

10.5.1 Carburant à la pompe et recharge électrique :

L'accessibilité aux stations 7j/7 et 24h/24 est obligatoire.

Les stations-services doivent être équipées d'un système de distribution par cartes accréditives.

L'ensemble des caractéristiques des stations-services du titulaire figureront dans le questionnaire du cadre de réponse technique (CRT) qu'il aura complété.

10.5.2 Services associés

Les services associés comprennent :

- Le lavage de véhicules dans le réseau de stations-services du titulaire ;
- Le paiement de parking ou l'association à un badge le permettant ;
- Le paiement de péages autoroutiers ou l'association à un badge le permettant

10.5.3 Caractéristiques des carburants

Les caractéristiques des carburants définies ci-après, sont formulées par référence aux préconisations suivantes, édictées par la Direction Générale de l'Energie et du Climat – Direction de l'Energie :

(<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/biocarburants>) :

"La réduction de la consommation de carburants associée à celle des émissions de gaz à effet de serre est devenue une des préoccupations majeures des gouvernements et de l'industrie automobile et pétrolière, compte tenu, principalement, des enjeux liés au réchauffement climatique et à la qualité de l'air.

Afin de prendre en compte la réduction de consommation des véhicules, leurs émissions de CO2 et la qualité de l'air, les carburants automobiles et les combustibles liquides ont vu leurs caractéristiques fortement évoluer ces dernières années. Ces évolutions concernent principalement la teneur en soufre et le taux d'incorporation de biocarburants.

La directive 2009/30/CE du 23 avril 2009 relative à la qualité des carburants, impose une réduction progressive des émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie des carburants.

Cette directive fixe un objectif de réduction de 10 %, d'ici à 2020, des émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie des carburants.

La transposition de cette directive conduit à :

- la modification de l'arrêté relatif aux caractéristiques du supercarburant sans plomb et de l'arrêté relatif aux caractéristiques du gazole et du gazole grand froid ;
- la limitation de la teneur en additifs métalliques MMT (méthylcyclopentadiényl manganèse tri carbonyle) dans les supercarburants sans plomb ;
- la création du gazole non routier, un carburant destiné à l'alimentation des moteurs Diesel des engins mobiles non routiers dont la teneur maximale en soufre est fixée à 10 mg/kg, au lieu des 1 000 mg/kg actuels. Cette forte diminution entraîne une réduction des émissions de gaz à effet de serre."

Chaque produit devra correspondre aux spécifications auxquelles doivent répondre les produits pétroliers livrés par les raffineries françaises édités par la chambre syndicale du raffinage du pétrole (CSR 032 en vigueur et à jour de ses amendements au moment de la prise de carburant)

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Fournitures des cartes :

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services, l'acheteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des cartes de carburant, pour élever d'éventuelles réclamations concernant l'état de marche des cartes.

Le représentant de l'acheteur public vérifiera que les cartes sont capables d'assurer un service régulier, dans les conditions normales d'exploitation, pour remplir les fonctions auxquelles elles sont destinées.

L'absence de réclamation dans ce délai de 20 jours vaut décision d'admission définitive.

10.2 - Décision après vérification

Carburant, recharge électrique et services associés :

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Chaque ravitaillement sera matérialisé par un bon d'enlèvement (ou "ticket") comportant au minimum :

- La quantité et la nature de carburant ou la consommation électrique ;
- Le prix de vente ;
- La date de prise de carburant ou de recharge électrique ;

Les vérifications quantitatives seront effectuées par l'agent de la CCI d'après le ticket remis par le gérant de la station-service sur lequel figureront tous les éléments enregistrés ainsi que la quantité et la nature du carburant ou la consommation électrique nécessaire à la recharge du véhicule. Lors de la prise de carburant avec automate, l'agent devra vérifier le ticket remis par l'appareil.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14. Du CCAF-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard :

- Retard de livraison des cartes : une pénalité fixée à 20,00 € par carte dont la livraison est en retard ;
- Retard dans la communication du reporting / Une pénalité de 20,00 € par jour de retard ;
- Retard dans le remplacement des cartes accréditives en cas de défaillance, de perte, de vol ou de destruction ; le titulaire s'engage à remplacer la/les carte(s) dans un délai maximum de 5 jours à compter de la date de réception de la demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur (par mail ou via l'outil de gestion) ; en cas de retard, le titulaire se verra appliquée une pénalité de 20,00€ par jour calendaire de retard et par carte à remplacer.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire. Le retard est constaté par la simple confrontation entre la date de livraison contractuelle et la date de réception indiquée sur le bon de livraison correspondant.

11.2 – Autres pénalités

Outil de gestion :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, en cas de dysfonctionnement de l'interface de suivi des consommations, de données transmises inexactes ou manquantes, le titulaire du marché aura 10 jours ouvrables pour remettre le système en état et corriger les données. Au-delà, il se verra appliquer une pénalité de 50 € par jour de dysfonctionnement jusqu'au rétablissement du fonctionnement de l'outil.

En cas d'indisponibilité de l'outil de gestion ne permettant pas à l'acheteur de bénéficier de l'ensemble des fonctionnalités présentées dans son offre, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 € par jour d'indisponibilité. Cette pénalité sera prononcée :

- à compter du 6ème jour consécutif d'indisponibilité ;
- lorsque, dans le mois, le nombre de jours d'indisponibilité de l'outil est supérieur à 10 jours (non consécutif).

11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél. : 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Clauses complémentaires

17.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

18 - Dérogations

- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services